

La désintégration rapide de l'ancienne Yougoslavie nous rappelle de manière tragique que les structures démocratiques et le respect des droits humains ne se conquièrent pas facilement et ne peuvent être tenus pour acquis.

Même dans notre pays, la démocratie exige que nous soyons vigilants. Et notre compétitivité dépend de manière croissante de ce que nous investissons dans nos propres populations.

Le Canada est une nation industrielle moderne et avancée. Même s'il ne vient qu'au 31^e rang des pays du monde pour la population, son économie est la septième et son niveau de vie le deuxième. L'an dernier, selon un rapport des Nations-Unies, le Canada se classait au premier rang des nations du monde pour la qualité de vie.

Nous n'avons pas atteint ce résultat en nous renfermant sur nous-même et en adoptant une attitude d'insulaires. Nous ne sommes pas devenus membres du G-7 et n'avons pas gagné le respect des plus hautes instances internationales en tournant le dos au monde.

Au contraire, nous avons réussi à nous imposer parce que nous avons assumé un rôle actif au sein de la communauté des nations.

Nous sommes membres fondateurs des Nations Unies et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et nous jouons un rôle actif au sein de presque toutes les institutions multilatérales d'importance.

Nous avons négocié l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'Accord de libre-échange nord-américain parce que la mondialisation de l'économie exige que nous attaquions la concurrence de face.

Avec une économie tributaire des exportations comme la nôtre, il serait suicidaire de réagir en nous enfouissant la tête dans le sable. Je ne vous apprends rien lorsque je souligne qu'en vue de maintenir notre capacité de rivaliser avec les autres pays, d'accroître nos exportations et de créer de emplois hautement spécialisés, nous devons développer plus rapidement notre base de technologie et de connaissances. Pour ce faire, nous devons en premier lieu encourager des relations plus efficaces et plus ciblées entre les gouvernements, les industries et les universités, et en second lieu renforcer les réseaux entre nos établissements d'enseignement supérieur et ceux de nos partenaires-clés que sont par exemple l'Europe, les États-Unis et le Japon.

Il n'existe pas, pour nos universités comme pour toute région ou tout pays du monde, d'isolement qui soit bénéfique.